

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers
Cellule Risques Accidentels
19 place de l'Ancien Foirail
32000 AUCH

Auch, le 27/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DENJEAN LOGISTIQUE

Les Galis
32700 Lectoure

Référence : 2023-0693-DP

Code AIOT : 0006803298

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/07/2023 dans l'établissement DENJEAN LOGISTIQUE implanté zone d'activité « Les Galis » - 32700 Lectoure. L'inspection a été annoncée le 29/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DENJEAN LOGISTIQUE
- Les Galis 32700 Lectoure
- Code AIOT : 0006803298
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 24 mai 1993. La société DENJEAN Logistique a repris l'exploitation du site de Lectoure à partir du 20 décembre 2018. Le changement d'exploitant a été déclaré le 15 janvier 2019. L'exploitant a transmis à la préfecture du Gers une déclaration de modification de l'installation, le 18 janvier 2021.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- la vérification du respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11/08/2021 ;
- la vérification, par sondage, du respect de la réglementation applicable à l'installation, dans le cadre de l'action nationale relative aux entrepôts soumis à enregistrement et autorisation.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle (PDC)	Référence réglementaire	Si le PDC provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite qui avait été donnée	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Émergence sonore	AP de Mise en Demeure du 11/08/2021, article 1	Lettre de suite	Lettre de suite	1 mois
5	État des matières stockées, périodicité et disponibilité	AM du 11/04/2017 annexe 2 - article 1.4 - I.2	/	Lettre de suite	2 mois
6	État des matières stockées - gestion accidentelle	AM du 11/04/2017, annexe 2 - article 1.4 - I.1	/	Lettre de suite	2 mois
7	Etat des matières stockées, information de la population	AM du 11/04/2017, annexe 2 - article 1.4 - I.2	/	Lettre de suite	2 mois
9	Conditions de stockage	AM du 11/04/2017, annexe 2 - article 9	/	Lettre de suite	2 mois
15	Effets thermiques sur les tiers	AM du 11/04/2017, Annexe VIII article 1	/	Lettre de suite	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle (PDC)	Référence réglementaire	Si le PDC provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite qui avait été donnée	Autre information
2	Documents à disposition du SDIS	AM du 11/04/2017, annexe 2 - article 3.5	Lettre de suite	Sans objet
3	Documents administratifs	AM du 11/04/2017, annexe 2 - article 1.2	/	Sans objet
4	Situation administrative au titre des ICPE	Code de l'environnement, article R.511-9 et annexe, rubrique 1510	/	Sans objet
8	Matières dangereuses et chimiquement incompatibles	AM du 11/04/2017, annexe 2 - article 8	/	Sans objet
10	Interdictions de stockage de certains liquides inflammables	AM du 11/04/2017, annexe 2 - article 9	/	Sans objet
11	Éclairage	AM du 11/04/2017, annexe 2 - article 16	/	Sans objet
12	Détection incendie	AM du 11/04/2017, annexe 2 - article 12	/	Sans objet
13	Plan de défense incendie (installations 1510 A)	AM du 11/04/2017, annexe 2 - article 23	/	Sans objet
14	EDD intègre les produits de décomposition	AM du 11/04/2017, annexe 2 - article 1.2.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La gestion de l'installation est sérieuse.

Dans le but de réduire les nuisances sonores produites par son installation, l'exploitant a mis en place un second mur d'insonorisation. L'inspection des installations classées est en attente du rapport de mesure de bruit qui permettra de mesurer son efficacité.

L'exploitant doit toutefois corriger certains points concernant notamment l'état des stocks, les îlots de stockage et la modélisation des effets thermiques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : APMD du 11/08/2021 - Émergence sonore

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 11/08/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Respect de l'émergence sonore
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société DENJEAN Logistique exploitant un entrepôt Z.I Les Galis à Lectoure est mise en demeure, sous un délai de 9 mois, de respecter les dispositions de l'article 10.1 de l'arrêté ministériel du 27 mars 2014 susvisé en respectant les valeurs d'émergence admissibles en zone à émergence réglementée et de transmettre le bon de commande relatif aux travaux d'insonorisation sous un délai de 4 mois.
Constats : L'exploitant a mis en place en 2022, un écran acoustique pour lutter contre les nuisances sonores occasionnées par le groupe froid de l'installation, il a transmis la facture datée du 26/04/2022 concernant cet ouvrage. Suite aux mesures de bruits réalisées le 01/03/2023, par la société DELHOM acoustique, qui ont montré des niveaux d'émergences sonore non-conforme aux droits des zones à émergence réglementée, l'exploitant a mis en place un 2 ^e mur d'isolation phonique dans la continuité du premier déjà installé et perpendiculaire à ce dernier. La façade du bâtiment a aussi été équipée d'un bardage en bois de manière à limiter la réverbération sonore. Suite à ces travaux, les 03 et 04/07/2023, la société DELHOM acoustique est venue réaliser de nouvelles mesures de bruit. Lors de ces mesures, les conditions d'exploitation ont été définies pour générer une puissance maximale au niveau du groupe froid jour et nuit, et ainsi occasionner les plus grandes nuisances sonores possibles. Avec un arrêt du groupe froid de plus de 30 minutes à 15h et à 22h. Après chaque arrêt, la consigne de refroidissement a été portée à - 8°C de manière à assurer au redémarrage une montée en puissance maximale. L'exploitant doit transmettre le nouveau rapport de mesure de bruit à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Documents à disposition du SDIS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe 2 - article 3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Documents à disposition du SDIS
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 08/11/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite qui avait été actée : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 12/02/2023
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours :</p> <ul style="list-style-type: none">- des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ;- des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux ; <p>Ces documents sont annexés « au plan de défense incendie défini au point 23 » de cette annexe.</p>
Constats : <p>L'exploitant a été en mesure de présenter le plan de localisation des risques, les plans d'évacuation, le plan d'intervention pompier qui est affiché à l'entrée du site et le plan des secours.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Documents administratifs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe 2 - article 1.2
Thème(s) : Actions nationales 2023, Élément utiles pour la situation administrative de l'établissement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- une copie de la demande de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation et du dossier qui l'accompagne ;- ce dossier tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ;- l'étude de flux thermique prévue au point 2 pour les installations soumises à déclaration, le cas échéant ;- la preuve de dépôt de déclaration ou l'arrêté d'enregistrement ou d'autorisation délivré par le préfet ainsi que tout autre arrêté préfectoral relatif à l'installation ;- les différents documents prévus par le présent arrêté. <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et, pour les installations soumises à déclaration, de l'organisme chargé du contrôle périodique.</p> <p>Les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur dans l'installation sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
Constats : L'exploitant a été en mesure de présenter les documents ont été présentés aucune modification n'a été réalisé depuis le changement d'exploitant en 2018.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Situation administrative au titre des ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article Le R.511-9 et son annexe, rubrique 1510
Thème(s) : Actions nationales 2023, 1. Appréciation des dangers
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques
Constats : L'installation a fait l'objet d'une actualisation de sa situation administrative, prise en compte dans un dossier acte signé le 22/12/2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe 2 - article 1.4 - I.2
Thème(s) : Actions nationales 2023, 3. Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des stocks.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. [...] 2- [...] L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées. [...]
Constats : Le plan général des stockages a été présenté. L'état des matières stockées est réalisé sur des fichiers informatiques qui sont sauvegardés sur différents serveurs distant, de manière à assurer une redondance des informations. Ces données sont consultables à tout moment depuis l'extérieur du site, même en cas de sinistre. Cette sauvegarde est réalisée quotidiennement sur 2 fichiers différents qui comprennent : une synthèse des produits 15 10 et un état des stocks détaillé. Aucune matière dangereuse n'est stockée dans l'installation. L'exploitant déclare que les inventaires sont réalisés, clients par client, à la demande. Aucun recalage périodique n'est réalisé par un inventaire physique sur l'ensemble des matières stockées. L'exploitant doit mettre en place un inventaire a minima annuel, de l'ensemble des produits stockés dans son installation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Etat des matières stockées - gestion accidentelle (A et Enr)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe 2 - article 1.4 - I.1
Thème(s) : Actions nationales 2023, 3. Connaître les quantités de matières dangereuses
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant : 1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;
Constats : Aucune matière dangereuse n'est stockée dans l'installation. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un état des matières stockées répertorié selon les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. L'exploitant doit être en mesure de présenter cet état des matières stockées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Etat des matières stockées d'information de la population (A et Enr)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe 2 - article 1.4 - I.2
Thème(s) : Actions nationales 2023, 3. Inventaire synthétique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant : 2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un état des stocks sous format synthétique. L'exploitant doit mettre en place cet état des stocks synthétique avec une périodicité représentative des mouvements de stock.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Matières dangereuses et chimiquement incompatibles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe 2 - article 8
Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.a / 2.c Prévention des départs de feu ou des effets sur les tiers
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité. De plus, les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques. Ces cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux et ne comportent pas de mezzanines. Ces dispositions ne sont pas applicables dans les zones de préparation des commandes ou dans les zones de réception.
Constats : Aucune matière chimiquement incompatible ou dangereuse n'est stockée sur le site, l'installation n'est pas concernée par cet article.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe 2 - article 9
Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.a Prévention des départs de feu
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage. [...] Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante : 1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m ² ; 2° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ; 3° Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum. En l'absence de système d'extinction automatique, les matières stockées en rayonnage ou en palettier respectent les dispositions suivantes : 1° Hauteur maximale de stockage : 10 mètres maximum ; 2° Largeurs des allées entre ensembles de rayonnages ou de palettiers : 2 mètres minimum.] Ces dispositions sont non applicables aux installations existantes av 2003 et aux installations nouvellement soumises à 1510. [...]
Constats : Le site n'est pas équipé d'un système d'extinction automatique d'incendie. Lors de la visite de terrain, il a été constaté que certains îlots de stockage en masse de semences représentent une superficie importante qui apparaît comme étant supérieur à 500 m ² . L'exploitant doit justifier que la superficie de ces îlots ne dépasse pas 500 m². À défaut l'exploitant doit réorganiser son stockage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Interdictions de stockage de certains liquides inflammables

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe 2 - article 9
Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.a Prévention des départs de feu
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2023. Ces interdictions ne sont pas applicables si le stockage est muni de moyens de protection contre l'incendie adaptés et dont le dimensionnement satisfait à des tests de qualification selon un protocole reconnu par le ministère chargé des installations classées. Ces interdictions ne s'appliquent pas au stockage d'un récipient mobile ou d'un groupe de récipients mobiles d'un volume total ne dépassant pas 2 m ³ dans une armoire de stockage dédiée, sous réserve que cette armoire soit REI 120, qu'elle soit pourvue d'une rétention dont le volume est au moins égal à la capacité totale des récipients, et qu'elle soit équipée d'une détection de fuite.
Constats : Aucun liquide inflammable n'est entreposé sur le site, l'installation n'est pas concernée par cet article.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Éclairage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe 2 - article 16
Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.a Prévention des départs de feu
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé. Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation, ou sont protégés contre les chocs. Ils sont en toutes circonstances éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement. [...]
Constats : L'éclairage de l'installation est constitué de plafonniers équipés de néons. L'exploitant est en train de remplacer ce type d'éclairage par des luminaires à LED.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe 2 - article 12
Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.b La détection incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, [et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées]. Le compartimentage est applicable aux installations nouvelles et aux enregistrées après 2011.</p> <p>Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu.</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.</p> <p>Sauf pour les installations soumises à déclaration, l'exploitant inclut dans le dossier prévu au point 1.2. de la présente annexe les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.</p>
<p>Constats :</p> <p>La détection incendie couvre toutes les zones de l'installation, l'exploitant a été en mesure de présenter le plan des zones des détecteurs incendie. Une visite périodique a été réalisée du 9 au 16/05/2023 par Siemens. L'exploitant a présenté l'attestation Q7 qui précise qu'aucune inadéquation entre la détection et les risques à surveiller n'a été signalé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Plan de défense incendie (installations 1510 A avant et après 2020)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe 2 - article 23
Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.b Lutte contre un incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour les sites à autorisation, le plan de défense incendie comporte également les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Il précise : <ul style="list-style-type: none">- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances recherchées. L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022. Lorsqu'il existe un plan d'opération interne pris en application de l'article R. 181-54 du code de l'environnement, ce plan comporte également : <ul style="list-style-type: none">- les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident ;- les modalités prévisionnelles permettant d'assurer la continuité d'approvisionnement en eau en cas de prolongation de l'incendie au-delà de 2 heures ; Ces modalités peuvent s'appuyer sur l'utilisation des moyens propres au site, y compris par recyclage ou d'autres moyens privés ou publics. Le cas échéant, les modalités d'utilisation et d'information du ou des gestionnaires sont précisées. Dans le cas d'un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, l'absence de stockage de produits dangereux ou corrosifs dans la zone concernée par l'incendie devra être vérifiée. Le recyclage devra respecter les conditions techniques au point 13 de la présente annexe.
Constats : L'installation est soumise à enregistrement au titre de la rubrique 1510 (entrepôt couvert), le site n'est pas concerné par cette prescription.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : EDD intègre les produits de décomposition

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe 2 - article 1.2.1
Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.c Prévenir les inconvénients
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 1.2.1. Informations minimales contenues dans les études de dangers Pour les installations soumises à autorisation, l'étude de dangers, ou sa mise à jour postérieure au 1er janvier 2023, mentionne les types de produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie important, incluant le cas échéant les contributions imputables aux conditions et aux lieux de stockage (contenants et bâtiments, etc.). Ces produits de décomposition sont hiérarchisés en fonction des quantités susceptibles d'être libérées et de leur toxicité y compris environnementale. Des guides méthodologiques professionnels reconnus par le ministre chargé des installations classées peuvent préciser les conditions de mise en œuvre de cette obligation et, le cas échéant, de ses conséquences sur le plan d'opération interne.
Constats : L'installation est soumise à enregistrement au titre de la rubrique 1510 (entrepôt couvert), le site n'est pas concerné par cette prescription.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe VIII article 1
Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.c Prévenir les effets thermiques sur les tiers
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1er janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/ m2. Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS " Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt ", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.</p> <p>Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter l'étude FLUMILOG demandée toutefois la première habitation est à 95 m de l'installation.</p> <p>L'exploitant doit réaliser l'étude FLUMILOG demandée, il en attestera auprès de l'inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 2 mois